

COMMUNIQUÉ

Baloua Aït Baloua et 4 autres ouvriers agricoles devant le conseil des Prud'hommes d'Aix-en-Provence

Mardi 28 novembre 2006 à 9h00

M. Baloua Aït Baloua a été ouvrier saisonnier d'un verger de pommiers à Charleval (13) pendant 23 ans. Chaque année, il a fourni autant de travail en 8 mois qu'un salarié ordinaire en année pleine, mais au prix d'une exploitation de sa force de travail qui se traduit par un préjudice financier estimé à 200 000 euros.

Demain, devant les Prud'hommes d'Aix, son avocat, Me Constance Dammame, plaidera son dossier et réclamera les 82 486 euros dus par son patron sur les 5 dernières années (limites de la prescription), au titre des heures supplémentaires, de sa qualification réelle d'ouvrier hautement qualifié de non de manœuvre, de son ancienneté et de la cadence de travail qui lui a été imposée.

Le dossier de 4 autres ouvriers du même employeur sera aussi examiné demain. Outre le non paiement de la prime d'ancienneté, leur patron cessait systématiquement de les employer (et de les payer) un ou deux mois avant la fin de leur contrat saisonnier signé initialement pour 4 mois.

La reconnaissance par le Conseil des Prud'hommes du bien fondé de ces demandes sera une étape importante dans la mise à jour des détournements de réglementation auxquels se livrent de nombreux exploitants agricoles avec la complicité tacite des pouvoirs publics.

Par ailleurs, M. Aït Baloua est le premier ouvrier agricole saisonnier à s'être vu reconnaître par le Tribunal administratif de Marseille la qualité de travailleur migrant à titre permanent, et donc à avoir pu se prévaloir de plus de 10 ans de séjour régulier. La Préfet des Bouches-du-Rhône, gêné par cette reconnaissance, a décidé de porter l'affaire au Conseil d'Etat, où elle sera jugée d'ici quelques semaines.

Si le Conseil d'Etat lui donne tort, c'est tout un pan de l'immigration choisie, façon Bouches-du-Rhône depuis plus de 30 ans, qui s'écroulera.